



YouTube



Dimanche

3 août 2025

14 pages

No. 685

GRATUIT

Relance des courses hippiques

Un secteur emblématique en quête de renaissance

Après plus de deux années de silence, le 'Mauritius Turf Club' (MTC) a signé son grand retour au Champ-de-Mars, hier samedi 2 août, en présence du Premier ministre, le Dr Navin Ramgoolam. La foule des grands jours était présente à l'occasion du coup d'envoi de cette nouvelle saison, témoignant de l'engouement que les courses représentent pour bon nombre de Mauriciens. Cette renaissance, rappelons-le, figurait parmi les promesses phares de l'Alliance du Changement durant la campagne électorale de 2024.



Air Mauritius rassure

Tout est mis en oeuvre pour rétablir les services

Honoraires



Rs 84,7 millions de fonds publics alloués à la cousine de Kobita Jugnauth

Silver Bank



D'autres arrestations prévues

Reward Money



Anil Kumar Dip dans la ligne de mire de la FCC

Négligence médicale alléguée en juin 2024

Une patiente réclame plus de Rs 14 millions de dommages

Téléchargez

votre copie gratuite tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>



CSG

Les fonds redirigés vers un nouveau système NPF

Le système de Contribution Sociale Généralisée (CSG) va connaître une mutation profonde. Le Premier ministre, le Dr Navin Ramgoolam, a annoncé vendredi à l'Assemblée nationale que les contributions CSG seront progressivement réorientées vers le financement d'un nouveau Fonds national de pension (NPF), sous réserve des recommandations d'une Commission d'experts. Cette transformation s'étalera sur deux ans, avec le maintien des allocations actuelles pour les plus vulnérables, marquant un tournant dans l'architecture du système de protection sociale mauricien.

«Il est évident que la majeure partie des contributions CSG sous sa forme actuelle serait utilisée pour financer le nouveau système NPF», a déclaré le Premier ministre, esquisant les contours de la réforme à venir. Cette annonce marque un retour aux sources du système de retraite mauricien, détruit selon le Dr Navin Ramgoolam par l'introduction de la CSG en 2019 par Renganaden Padayachy.

Une Commission d'experts, assistée par le FMI et la Banque mondiale, sera chargée d'élaborer les modalités de ce nouveau NPF qui viserait à restaurer un système contributif durable, en opposition au modèle de répartition immédiate de la CSG telle qu'introduite par le gouvernement MSM.

Un système au bord de l'effondrement financier

Mais pour comprendre cette débâcle, Navin Ramgoolam remonte aux origines du système. Le Premier ministre n'a pas mâché ses mots pour qualifier la décision de l'ancien gouvernement d'augmenter la pension de retraite de base de Rs 9 000 à Rs 13 500 en octobre 2019. «C'était clairement un pot-de-vin électoral - seulement cinq semaines avant les élections de 2019», a-t-il déclaré avec véhémence.

Les chiffres présentés par Navin Ramgoolam dressent un tableau alarmant de la situation financière héritée. Pour l'année 2024-2025, les paiements effectués sous le régime CSG ont dépassé les contributions collectées de pas moins de Rs 9,3 milliards, révélant un déficit structurel majeur.

Pourtant, les contributions continuent d'affluer : depuis janvier 2025, la CSG a collecté Rs 5,1 milliards des employeurs

(Rs 4 milliards du privé, Rs 1,1 milliard du public), Rs 2,6 milliards des employés, et Rs 123 millions des 'self employed'. Un total de plus de Rs 7,8 milliards qui reste insuffisant face aux engagements pris.

Les projections pour les années à venir ne sont guère rassurantes : Rs 14,7 milliards attendus en 2025-2026 et Rs 16,7 milliards en 2026-2027, mais avec des besoins qui dépassent largement ces montants.

Contrairement au plan brutal d'arrêt des allocations CSG prévu en juin 2025 par l'ancien gouvernement, la nouvelle approche privilégie une transition graduelle sur deux ans. Pendant cette période, les personnes vulnérables inscrites au Registre social de Maurice continueront de percevoir l'intégralité de leurs allocations.

Les 562 914 bénéficiaires actuels des huit programmes verront leurs allocations maintenues ou transformées selon leur situation :

- **Protection intégrale** pour les personnes vulnérables (toutes allocations maintenues)
- **Maintien définitif** de l'Allocation d'Indépendance pour tous les bénéficiaires
- **Amélioration** du Revenu Minimum Garanti (de Rs 500 à 890 en 2025-2026, puis Rs 1 890 en 2026-2027)
- **Continuité** de l'Allocation Égalité des Chances (Rs 2000 mensuelles pour les ménages percevant moins de Rs 20 000)

Cette approche vise à concilier la nécessaire réforme structurelle avec la protection sociale des plus démunis.



L'héritage controversé qui justifie la réforme

Au-delà de la gestion des allocations, Navin Ramgoolam a dénoncé ce qu'il considère comme la destruction du système de retraite mauricien par

l'introduction de la CSG. «L'ancien gouvernement a simplement détruit le système de retraite en abolissant les contributions au Fonds national de pension établi depuis 1976», a-t-il accusé.

Pour sortir de cette impasse, le gouvernement annonce une réforme structurelle d'envergure. Une Commission d'experts sera mise sur pied pour examiner la réforme des différents piliers du système de pension et le rétablissement du NPF.

Le Premier ministre a insisté sur la nécessité d'une approche holistique : «Cette réforme ne vise pas seulement à améliorer la viabilité fiscale, mais garantira également une parité entre ce que chaque génération paie et reçoit, favorisant ainsi l'équité dans le partage du fardeau intergénérationnel.»

Navin Ramgoolam a également mis le leader de l'Opposition, Joe Lesjongard, face à ses propres contradictions. En rappelant que le leader de l'Opposition avait voté la loi prévoyant l'arrêt des allocations en juin 2025, le Premier ministre l'a placé en position inconfortable, questionnant implicitement sa légitimité à critiquer aujourd'hui le démantèlement graduel du système.

Le succès de la réforme annoncée déterminera non seulement l'avenir du système de protection sociale mauricien, mais aussi la crédibilité du gouvernement de Navin Ramgoolam face à l'un de ses premiers grands tests de gouvernance. Entre compassion affichée et réalisme budgétaire, l'équilibre s'annonce délicat à maintenir.

Du système de répartition au système contributif

La réforme proposée marque un retour aux principes fondamentaux du système de retraite. Le Dr Navin Ramgoolam a souligné la différence fondamentale entre les deux modèles : «Le NPF, établi en 1976, fonctionnait comme un système contributif financé : employés et employeurs versaient des contributions obligatoires, qui étaient ensuite investies pour assurer la durabilité à long terme et fournir des prestations de retraite liées aux contributions individuelles.»

En contraste, «la CSG a été conçue comme un système de répartition, c'est-à-dire une taxe où les fonds sont crédités au 'Consolidated Fund', où les contributions actuelles sont immédiatement utilisées pour payer les prestations, sans lien direct entre ce qu'un individu contribue et ce qu'il reçoit finalement.»

Cette transformation vise à restaurer l'équité intergénérationnelle : «assurer une parité entre ce que chaque génération paie et reçoit, favorisant ainsi l'équité dans le partage du fardeau intergénérationnel.»

Le gouvernement ne souhaite pas préempter les recommandations de la Commission d'experts qui sera établie pour «examiner la réforme des différents piliers du système de pension, ainsi que le rétablissement du NPF.» Cette commission bénéficiera de l'assistance technique du FMI et de la Banque mondiale pour l'élaboration de ses termes de référence.

Reward Money

Anil Kumar Dip dans la ligne de mire de la FCC

Le scandale autour du système de Reward Money continue d'ébranler la police mauricienne et met désormais en lumière l'ancien Commissaire de police, Anil Kumar Dip. Après plusieurs semaines d'investigations, la Financial Crimes Commission (FCC) tente de démêler un réseau de transactions suspectes liées à des récompenses censées être destinées à des informateurs, mais dont une partie importante demeure introuvable. Au cœur de cette affaire : un montant colossal de Rs 160,3 millions réclamé à titre de récompenses entre janvier 2023 et fin 2024, période durant laquelle Anil Kumar Dip était à la tête de la force policière. Ces sommes, validées sous son autorité, ont été versées sur le compte bancaire de son bras droit de l'époque, l'Assistant Commissaire de Police (ACP) Dunraz Gangadin, aujourd'hui en détention.

La FCC cherche à comprendre comment ces montants astronomiques ont été approuvés et distribués, ainsi que les critères qui ont guidé ces décisions. Chaque demande de Reward Money devait obtenir l'aval du Commissaire de police, ce qui rend inévitable l'interrogatoire d'Anil Kumar Dip dans les jours à venir. L'ancien chef de la police devra expliquer sur quelles bases il a donné son feu vert pour débloquer Rs 160,3 millions, et surtout, si ces montants ont été correctement attribués aux unités concernées et à leurs informateurs. Selon les premières constatations de la FCC, plusieurs demandes de récompenses ont été approuvées sans qu'aucune documentation formelle ne soit fournie, ce qui soulève de sérieuses questions sur la transparence et la légalité du processus.

L'enquête de la FCC s'appuie sur des données financières accablantes. L'intégralité des Rs 160,3 millions a transité par le compte bancaire géré par l'ACP Dunraz Gangadin, alors responsable de la Southern Division après la retraite de Dip en fin 2024. Sur cette somme, Rs 76,8 millions ont été transférées au sergent Yeshdeo Seeboruth, un proche collaborateur de Dip, qui occupait la fonction de Data Manager. La FCC s'interroge désormais sur le sort des Rs 83,5 millions restantes, que Gangadin aurait eu sous sa responsabilité. À ce stade, il n'existe aucune preuve tangible que ces fonds aient été versés à des informateurs. L'hypothèse de détournements massifs reste donc sur la table.

Les enquêteurs examinent également les liens entre ces fonds et certaines unités spéciales de la police, comme la PHQ Special Striking Team (SST), la Special



Intelligence Cell de la SSU ou encore la DCIU/FCIU. Ces unités, placées sous l'autorité directe de Gangadin, auraient pu bénéficier de récompenses, mais rien ne permet d'affirmer que ces sommes leur ont été effectivement reversées. L'interrogatoire de Gangadin, qui a déjà été entendu une première fois, n'a pas permis d'éclaircir ces zones d'ombre. L'ACP, âgé de 62 ans, fait face à deux accusations provisoires de blanchiment d'argent et s'est retranché derrière l'Official Secrets Act pour refuser de livrer davantage de détails, indiquant simplement que les fonds provenaient de l'Accountant General.

Cette ligne de défense n'a fait qu'accentuer la détermination de la FCC, qui dispose déjà d'un relevé complet des transactions opérées depuis le compte bancaire de Gangadin. L'analyse des transferts montre non seulement des montants massifs versés à Seeboruth, mais également des paiements en faveur d'autres officiers. L'ACP Lilram Deel, par exemple, a été accusé d'avoir perçu Rs 4,5 millions, notamment dans le cadre des dossiers Kistnah et Gurroby. Un ancien Deputy Commissioner of Police aurait quant à lui reçu Rs 500 000. Ces révélations suggèrent un système opaque, où des sommes considérables circulaient sans contrôle effectif, sous couvert d'un programme destiné à récompenser les informateurs pour leur rôle dans les saisies de drogue.

Quatre arrestations ont déjà été enregistrées dans le cadre de cette enquête. Outre Gangadin et Seeboruth, l'ASP Faraaz Mooniaruth et l'ACP Lilram Deel ont également été appréhendés. Seul ce dernier a retrouvé la liberté conditionnelle, le 17 juillet, après avoir passé 28 jours en détention. L'ASP Mooniaruth est soupçonné d'avoir facilité le versement de Rs 3 millions à Seeboruth, alors qu'il savait pertinemment que ce dernier n'était pas l'enquêteur mentionné dans la demande de récompense. Ces

agissements soulignent l'ampleur des irrégularités qui gangrènent ce système de récompenses censé, à l'origine, encourager la lutte contre le trafic de drogue.

Mais l'affaire prend désormais une tournure plus explosive avec l'imminente audition d'Anil Kumar Dip. Car si les montants ont été libérés, c'est bien sous son autorité. Quels étaient les critères d'approbation ? Sur quelles informations se basait-il pour valider des sommes parfois exorbitantes ? Et surtout, était-il informé des transferts suspects opérés après coup ? L'ancien Commissaire de police devra répondre à ces interrogations pressantes. La FCC soupçonne que certaines récompenses ont été approuvées sans qu'aucune enquête concrète ne les justifie. Des cas ont même été recensés où des unités ont perçu des récompenses sans avoir soumis de demande officielle.

Ces pratiques, si elles sont confirmées, révèlent un dysfonctionnement majeur au sein des Casernes centrales et jettent une ombre inquiétante sur l'intégrité de la chaîne de commandement policière. Elles soulèvent également une question fondamentale : comment des sommes aussi importantes ont-elles pu être déboursées sans alerter les instances de contrôle internes ou externes ? L'argument du secret d'État, brandi par Gangadin, ne suffira sans doute pas à apaiser la tempête qui s'annonce.

Pour l'heure, l'ancien Commissaire Dip garde le silence, mais il est désormais au centre de toutes les attentions. Les prochaines étapes de l'enquête pourraient marquer un tournant décisif, avec des inculpations supplémentaires et, potentiellement, la mise en cause de l'ancien numéro un de la police. Si les soupçons se confirment, le scandale du Reward Money ne sera pas seulement une affaire de malversations individuelles, mais bien l'un des plus graves cas de corruption institutionnelle de ces dernières années.

À ce stade, la FCC multiplie les auditions et scrute chaque mouvement bancaire, déterminée à reconstituer le puzzle des Rs 160,3 millions. Mais tant que l'origine et la destination exacte des Rs 83,5 millions manquantes ne seront pas établies, le mystère reste entier. Une certitude toutefois : le système de Reward Money, censé renforcer l'efficacité policière, a été détourné au point de devenir un instrument de soupçon et de scandale. Et au cœur de cette tourmente, un nom domine tous les autres : Anil Kumar Dip.

Silver Bank

D'autres arrestations prévues

L'affaire qui secoue la Silver Bank depuis plusieurs mois a connu un tournant majeur jeudi après-midi. Après plusieurs semaines de cavale, Rajiv Ramcharitar, ancien Relationship Manager de l'institution bancaire, a été arrêté par la Financial Crimes Commission (FCC) dès son arrivée à l'aéroport de Plaisance. Âgé de 41 ans, l'ex-cadre était recherché dans le cadre d'une enquête portant sur l'octroi de prêts jugés douteux à sept entreprises, pour un montant total estimé à Rs 1,2 milliards.

C'est à bord d'un vol d'Air Mauritius en provenance de New Delhi que Rajiv Ramcharitar a foulé le sol mauricien jeudi après-midi. À peine descendu de l'avion, il a été interpellé par les enquêteurs de la FCC qui l'attendaient de pied ferme. L'ex-banquier a immédiatement été conduit au siège de la Commission, au Réduit Triangle, où il a été interrogé Under Warning durant plusieurs heures. À l'issue de cet interrogatoire, il a été placé en état d'arrestation.

Vendredi matin, Rajiv Ramcharitar a comparu devant la cour de district de Rose-Hill sous une accusation provisoire de *Conspiracy to Defraud*. La FCC a objecté à sa remise en liberté



Rajiv Ramcharitar reste en détention policière

conditionnelle, estimant que le suspect présente un risque de fuite et que l'enquête n'en est qu'à ses débuts. Il a donc été reconduit en cellule policière dans l'attente des prochaines étapes judiciaires.

Les enquêteurs soupçonnent l'ancien cadre de la Silver Bank d'avoir comploté avec des responsables de sept sociétés pour l'octroi de prêts colossaux, sans les garanties nécessaires. Les montants en jeu sont vertigineux : chaque entreprise aurait obtenu entre Rs 150 millions et Rs 200 millions, en totale violation des procédures bancaires habituelles. Cette affaire, qui prend des allures de scandale financier, pourrait bien être l'une des plus

importantes enquêtes pour fraude des dernières années.

Rajiv Ramcharitar n'est pas le seul à être dans le collimateur des autorités. Il y a deux semaines, la FCC avait déjà arrêté Rajiv Mady George, un ressortissant indien et ancien auditeur de la banque. Ce dernier est soupçonné d'avoir facilité l'octroi d'un prêt de Rs 175 millions à l'une des compagnies impliquées. Les investigations laissent entendre que d'autres protagonistes pourraient prochainement être interpellés, ce qui confirme l'ampleur de ce réseau présumé de malversations.

Depuis plusieurs mois, la FCC remonte patiemment la piste

de cette fraude présumée. Les enquêteurs estiment que ces prêts, accordés sans les garanties requises, ont mis en péril la stabilité financière de l'institution bancaire. Pour l'heure, les détails exacts du mécanisme utilisé par les suspects n'ont pas été communiqués, mais tout porte à croire qu'il s'agissait d'un stratagème bien orchestré visant à contourner les règles strictes en matière de crédit.

Cette arrestation marque une étape cruciale dans l'enquête, mais elle soulève également de nombreuses questions : comment de telles pratiques ont-elles pu passer inaperçues au sein d'une institution bancaire régulée ? Quels sont les mécanismes de contrôle qui ont failli ? Et surtout, combien d'autres figures pourraient être éclaboussées par ce scandale ?

Pour le moment, Rajiv Ramcharitar reste en détention, et son avenir judiciaire s'annonce incertain. La FCC, déterminée à faire toute la lumière sur cette affaire, prévoit de poursuivre ses interrogatoires et de procéder à d'autres arrestations dans les jours à venir. Une chose est sûre : le feuilleton Silver Bank est loin d'être terminé.

Contrat pétrolier STC-MMG

La justice maintient l'accusation contre Kareena Neisius

Kareena Neisius, directrice locale du groupe pétrolier Mercantile & Maritime Group (MMG), ne parviendra pas à faire tomber l'accusation provisoire qui pèse sur elle. Mercredi, la Cour de Rose-Hill a rejeté sa motion visant à radier les charges de complot en vue de commettre une infraction de blanchiment d'argent, estimant qu'il existe bel et bien des motifs raisonnables de suspicion.

Parmi les arguments avancés par sa défense figuraient l'invalidation du cadre juridique invoqué, l'incompétence alléguée de l'officier de police ayant juré l'information provisoire, et l'absence de soupçons fondés. Mais aucun de ces points n'a convaincu le tribunal. Le juge a estimé que la loi en vigueur au moment des faits – soit la FIAMLA 2002 – restait applicable, et qu'aucun fondement légal ne

venait interdire à l'officier concerné d'agir comme il l'a fait.

Une affaire liée à un contrat controversé de Rs 30 milliards

Cette décision intervient dans un contexte d'enquête plus large, menée par la Financial Crimes Commission (FCC), autour du contrat conclu en 2023 entre la State Trading Corporation (STC) et MMG. Ce marché de quelque Rs 30 milliards, attribué sans passer par les voies classiques de l'appel d'offres, avait suscité de nombreuses interrogations dès le départ. MMG, société domiciliée à Bahreïn, n'était même pas parmi les soumissionnaires initiaux. Le contrat lui a pourtant été attribué après l'annulation soudaine du processus de sélection.

La Cour a mis en lumière un élément central : bien qu'une autre société ait remporté l'appel

d'offres initial avec la proposition la plus compétitive, le contrat a finalement été alloué à Mercantile and Maritime Investment Pte Ltd, une entité non inscrite dans l'exercice d'appel d'offres. Cette décision est intervenue après des rencontres entre Kareena Neisius, le fondateur de MMG Ali Murtaza Lakhani, et des membres de la direction de la STC.

Ces circonstances, selon le tribunal, justifient une enquête approfondie et établissent un soupçon raisonnable à l'encontre de Mme Neisius, justifiant ainsi le maintien de l'accusation provisoire.

Une figure influente sous les projecteurs

Arrêtée en avril dernier, Kareena

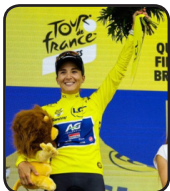


Neisius est une figure bien connue des cercles d'affaires mauriciens. Elle dirige la branche mauricienne de MMG, implantée à Beau-Plan, et a occupé des fonctions de leadership dans plusieurs structures

économiques du pays. Son nom, comme celui de Lakhani, est désormais associé à cette affaire tentaculaire où s'entremêlent enjeux géopolitiques, considérations économiques, et possibles dérives administratives.

La FCC, dans son communiqué, a réaffirmé son engagement à lutter contre la criminalité financière avec rigueur, impartialité et professionnalisme. Le dossier, lui, reste ouvert, et l'enquête continue.

UP



Kimberley Le Court-Pienaar

La performance historique de Kimberley Le Court-Pienaar au Tour de France féminin est une immense source de fierté pour l'île Maurice. Sa victoire d'étape et son maillot jaune, une première pour une cycliste africaine, suscitent l'admiration. Avec calme et détermination, elle continue de faire briller Maurice sur la scène internationale, tout en inspirant les jeunes sportifs de l'île.

C'EST ÉCRIT

« Les gens sont affamés (NDLR : à Gaza). Certains n'ont pas réellement mangé depuis des mois. Ils se ruent sur les convois de nourriture, montent dans les camions, prêts à tout pour un simple repas. »

Abdool Nasser Hosenally
L'Express
samedi 2 août 2025



A ÉTÉ DIT



« Ce gouvernement est fier que dans ce *Finance Bill*, nous amendons la loi sur la *Disability Allowance*. [...] L'héroïne de Maurice, Jane Constance, vous savez ce qu'on lui a fait avant ? Elle bénéficie d'une *Disability Allowance*, elle va étudier à l'étranger parce que la loi le prévoit, et après six mois, on coupe son allocation. Et ce n'est pas fini ! Elle avait un petit compte à la State Bank. En son absence, alors qu'elle était en train d'étudier là-bas, on lui a vidé son *Savings Account*. Et ce n'est pas fini ! On lui réclame additionnellement une somme qu'on lui a payée par erreur. Et on la menace de la police, s'il vous plaît. Tout ça par écrit. C'est ça la bureaucratie. Et le gouvernement précédent n'a rien fait. C'est le début d'une réforme de tout notre système de *Disability Allowance*. Et c'est tout un symbole. »

Paul Bérenger
Parlement
Vendredi 1er août 2025

DOWN

Reward money, honoraires indécents :
Le grand déballage continue

Chaque semaine apporte son nouveau lot de révélations choquantes, entre reward money siphonnée par des policiers haut placés et honoraires mirobolants versés à des proches du pouvoir déchu. Les citoyens assistent, abasourdis, à ce déballage incessant d'affaires qui éclaboussent toujours plus l'ancien régime de Pravind Jugnauth.

NOTICE UNDER CADASTRAL ACT
OF THE LAND SURVEYORS ACT 2012

Notice is hereby given that I, M. IRSAADNUCKCHADY, Land Surveyor, at the request of **Mr. & Mrs. Ibrahim Jearally**, will survey a portion of land of extent of **133.89m²** belonging to **Mr. & Mrs. Ibrahim Jearally** by virtue of a deed transcribed in **TV 202403 No. 000230, TV 202403 No. 000231, TV 202403 No. 000232** situate in the City of **Port Louis**, at **Magon Street**.

The said survey will start on **Tuesday 19th 2025** as from **13hrs00** and will continue on the following days if need be.

The owners of the adjoining properties are requested to be present at the said survey on the aforesaid day and hour and to bring along with them all title deeds, plans and whatever like documents concerning their properties so as to enable me to establish correctly the limits separating the aforesaid portion of land from the adjoining properties.

Under all legal reservations.

Dated at Port-Louis, this 30th July 2025.

(sd) M. IRSAADNUCKCHADY
LAND SURVEYOR
Of 4, Sir Virgil Naz Street,
Port-Louis



Nous sommes votre porte-parole
24h sur 24.

Faites nous parvenir vos infos, photos,
vidéos ou doléances.

Elles seront traitées en toute confidentialité
et seront publiées dans le journal ou
sur notre site web.

Whatsapp Info

5 255 3635



SUNDAY
TIMES

PMQT

Porsche Macan à prix cassé, sept véhicules en service

Les largesses de l'État à l'ex-CP Anil Kumar Dip

À peine retraité, l'ancien commissaire de police Anil Kumar Dip est reparti avec une Porsche Macan issue de la flotte VIP, acquise pour la somme de Rs 415 140. La transaction a eu lieu trois jours après son départ officiel, le 16 novembre 2024. L'information a été confirmée par le Premier ministre, Navin Ramgoolam, en réponse à une question parlementaire du député Ludovic Caserne ce mardi à l'Assemblée.

Ce n'est pas tout : durant son mandat, entre août 2021 et novembre 2024, pas moins de sept véhicules du parc automobile de la police lui ont été affectés. Marque, modèle, numéro d'immatriculation, durée d'utilisation et affectation : les détails ont été remis à l'Assemblée. Mais sur l'usage exact de ces véhicules, le flou persiste — une enquête est toujours « en cours », selon les propos rapportés par le chef du gouvernement.

À la question de savoir si des véhicules avaient été achetés spécifiquement pour Anil Kumar Dip, la réponse est non.

Toutefois, le Premier ministre a rappelé qu'en vertu du rapport du Pay Research Bureau de 2021, le Commissaire de police a le droit à un véhicule pour usage personnel et officiel, ou à une exonération complète de taxes pour une voiture allant jusqu'à 2000 cc. Or, la Porsche Macan dépasse largement ce seuil, ce qui soulève des interrogations.

Alors que la transparence et la rigueur dans la gestion des ressources publiques sont constamment invoquées, ce cas illustre une fois de plus les privilèges peu scrutés accordés à certains hauts fonctionnaires, même après leur départ. Et dans ce dossier, une partie des faits reste encore sous enquête.

Chagos**Le Royaume-Uni amorce la dissolution du "BIOT", les droits de citoyenneté des Chagossiens maintenus**

Lors de la séance parlementaire du 29 juillet 2025, le Premier ministre Navin Ramgoolam a apporté des précisions sur les derniers développements liés à l'accord entre Maurice et le Royaume-Uni concernant l'archipel des Chagos, en réponse à une question du député de Rodrigues, Francisco François.



Selon les informations transmises par le chef du gouvernement, un projet de loi intitulé « *Diego Garcia Military Base and British Indian Ocean Territory Bill* » a été présenté à la Chambre des communes britannique le 15 juillet dernier. Ce texte vise notamment à dissoudre le territoire revendiqué unilatéralement par Londres sous l'appellation « *British Indian Ocean Territory* » (BIOT).

Dans un communiqué de presse récemment émis, le Haut-Commissariat britannique a précisé que les droits de citoyenneté des Chagossiens au Royaume-Uni ne sont pas

affectés par cette législation. Le Premier ministre a souligné qu'aucune disposition de l'accord bilatéral sur les Chagos n'est de nature à compromettre les droits que les Chagossiens peuvent revendiquer en vertu des lois britanniques sur la nationalité.

Pour clore son intervention, Navin Ramgoolam a réitéré la position constante de Maurice, qui n'a jamais reconnu la souveraineté britannique sur l'archipel, estimant que la création du BIOT en 1965, à la suite de l'excision illégale des Chagos du territoire mauricien, constitue une violation du droit international.

Cette avancée législative au Parlement britannique pourrait marquer une étape significative vers la reconnaissance pleine et entière de la souveraineté de Maurice sur l'archipel tout en apaisant les inquiétudes de la communauté chagossienne en ce qui concerne ses droits acquis.

Aéroport SSR**Un projet de parking intelligent à Rs 66,8 M, mais des zones d'ombre persistent**

Suite aux nombreuses plaintes sur le manque de places de stationnement au nouveau terminal de l'aéroport SSR, le Premier ministre a répondu ce mardi à une question parlementaire du député Tony Apollon.

L'aéroport compte actuellement 1 562 places, réparties entre l'ancien terminal (670) et le nouveau (892). Sur ces places, 1 207 sont ouvertes au public, les 355 restantes étant réservées aux parties prenantes. Deux enquêtes menées en mars ont révélé que 35 % des places étaient occupées par des voitures de location, limitant la disponibilité pour le public. Depuis mai 2025, une zone dédiée de 144 places pour ces véhicules a été aménagée à l'ancien terminal, ce qui a réduit les plaintes.

Concernant l'extension des parkings, routes ou sorties, le gouvernement estime les infrastructures actuelles suffisantes. L'ancien terminal reste pleinement opérationnel avec 526 places publiques et une signalisation jugée adéquate.

Le projet phare reste la mise en place d'un système de gestion de parking intelligent, confié en août 2024 à VDTEC Distributors Ltd pour 1,42 million USD (environ Rs 66,8 M). Cette solution vise à fluidifier la circulation et améliorer l'expérience des usagers, avec une mise en service prévue fin 2025. Mais le Premier ministre a révélé une faille grave : aucun consultant indépendant n'a été nommé pour contrôler la conformité des travaux, et un membre du comité d'évaluation, qui avait choisi le prestataire, certifie aujourd'hui la qualité des travaux avant paiement. Cette situation a été signalée à la *Financial Crimes Commission*.

Cette affaire soulève une fois de plus des questions cruciales sur la transparence et la bonne gouvernance dans la gestion des projets publics sous l'ancien régime.

Mission panafricaine**Clarté sur les coûts et rappel des principes**

La question du député Adrien Duval sur la participation mauricienne à la 6e session du Parlement panafricain, tenue à Midrand, en Afrique du Sud, a donné lieu ce mardi à une réponse détaillée, chiffrée — et politiquement chargée.

Le Premier ministre a confirmé que la délégation officielle, composée des députés Jhummun, Savabaddy, Lukeeram, Apollon et Baboolall, a représenté la République de Maurice du 18 au

25 juillet 2025. Initialement prévue jusqu'au 1er août, la mission a été abrégée. Les parlementaires concernés devront rembourser l'excédent perçu au titre des per diem. Le coût total de la mission s'élève à Rs 1,134,471.

Mais au-delà des chiffres, la réponse a pris un tour plus politique. Le chef du gouvernement a évoqué le passé récent d'Adrien Duval, rappelant son bref passage à la présidence de l'Assemblée (78 jours, quatre

séances présidées), marqué par trois missions officielles en deux semaines — pour un total de Rs 748,112, hors délégation. Il a également cité l'ex-député Jean-Claude Quirin, membre de la délégation nationale au Parlement panafricain sur deux mandats complets, pour un total de 15 missions et Rs 3,8 millions de dépenses publiques. Un chiffre notable alors que le protocole de l'Union africaine prévoit un maximum de deux mandats —

une disposition actuellement en attente de ratification.

Le Premier ministre a réitéré sa position exprimée le 25 juillet sur ce qu'il qualifie de « *comportement inacceptable de l'opposition* » à l'international, dénonçant une atteinte à l'image du pays. Quant aux détails de la participation de la délégation mauricienne aux travaux, comités ou votes à Midrand, ils n'ont pas été précisés, le chef du gouvernement renvoyant à sa déclaration de la semaine dernière.

PMQT

Honoraires juridiques

Rs 84,7 millions de fonds publics alloués à la cousine de Kobita Jugnauth

Le chiffre est vertigineux : Rs 84,7 millions. C'est le montant total touché par l'avouée Sonah-Ori de la part de l'État et de plusieurs institutions publiques entre 2015 et 2024. Une somme révélée par le Premier ministre Navin Ramgoolam en réponse à une question parlementaire. Mais au-delà du chiffre, un détail interpelle : Me Sonah-Ori est la cousine de Kobita Jugnauth, l'épouse de l'ancien Premier ministre Pravind Jugnauth.

Pendant près d'une décennie, Me Sonah-Ori a accumulé mandats et contrats dans au moins 19 instances publiques : membre de comités, de

conseils d'administration, présidente de commissions ou encore conseillère légale dans des affaires sensibles. Elle a notamment travaillé pour la SBM Bank (Rs 37,2 millions), l'ICTA (Rs 12,1 millions), la Mauritius Duty Free Paradise (Rs 4,8 millions), la Mauritius Police Force (Rs 4,3 millions) ou encore la MBC. Elle siégeait également dans les conseils de Landscape, BPML Freeport Services, Informatics Park Ltd, AHL Properties et au Mahatma Gandhi Institute, pour ne citer que ceux-là. Et elle a même adressé une réclamation de plus de Rs 2 millions à la Financial Crimes Commission.

Le total : Rs 84,7 millions de fonds publics.

Alors que de nombreux professionnels du droit peinent à obtenir des mandats publics, cette proximité familiale avec l'ancienne Première dame soulève de sérieuses questions sur le favoritisme, les conflits d'intérêts et la transparence dans l'attribution de contrats sous le régime précédent. Les explications officielles se font attendre. Mais pour l'opinion publique, le malaise est là : comment un si petit cercle a-t-il pu concentrer autant de ressources publiques, pendant si longtemps, en toute discrétion ?

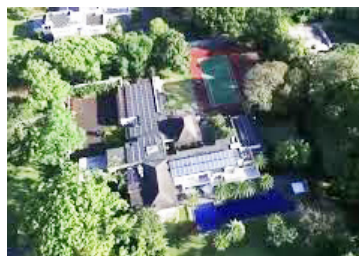
Angus Road

Une enquête toujours ouverte... et un ordre politique de l'enterrer en 2015

L'affaire Angus Road, qui a longtemps alimenté les soupçons de conflit d'intérêts et d'enrichissement non expliqué au plus haut sommet de l'État, refait surface officiellement à l'Assemblée nationale. Le Premier ministre a confirmé ce mardi que l'enquête sur les acquisitions immobilières de l'ancien Premier ministre, Pravind Kumar Jugnauth, à Angus Road est toujours en cours au niveau de la Financial Crimes Commission (FCC).

Mais surtout, une révélation choc a été faite dans la réponse à la question parlementaire du député Roshan Jhummun : oui, il y a bien eu des tentatives de bloquer l'enquête. Et elles ne viennent pas de n'importe où.

En juin 2014, l'État mauricien, alors dirigé par une autre majorité, avait formellement sollicité l'aide des autorités britanniques pour



remonter la trace des fonds ayant servi à acquérir les propriétés de Vacoas. Une démarche internationale rare, indiquant la gravité des soupçons. Mais dès l'arrivée au pouvoir de l'alliance MSM en décembre 2014, tout a changé : l'ancien Attorney General, Me Ravi Yerrigadoo, a informé la défunte ICAC que le nouveau gouvernement ne souhaitait pas aller plus loin. Résultat : la demande d'entraide judiciaire a été retirée.

Une décision qualifiée de « clairement une interférence »

par l'actuel Premier ministre. « C'est profondément troublant », a-t-il ajouté, en dénonçant une manœuvre politique pour entraver la recherche de la vérité dans une affaire impliquant directement Pravind Jugnauth et son épouse, Kobita Jugnauth.

Le reste de l'enquête demeure entouré de silence, en raison de son caractère « ongoing ». On ignore donc toujours si Pravind Jugnauth lui-même a été entendu par la FCC, ou si le regretté Lionel Gengen, qui aurait été au cœur de certaines tractations, a pu témoigner avant son décès.

Pour le gouvernement actuel, cette affaire symbolise l'instrumentalisation de la justice et des institutions sous le précédent régime. « Nous, nous ne fermerons aucune porte », a promis le chef du gouvernement.

Affaire "Piti-Mama"
Agression signalée,
enquête au ralenti

Une agression en pleine rue, six militants pacifiques, un slogan qui dérange — et, dix mois plus tard, toujours aucune arrestation. Voilà l'état de l'enquête autour de l'incident survenu le 24 septembre 2024 à Résidence Malherbes, Curepipe, comme révélé ce mardi par le Premier ministre au Parlement.

Ce jour-là, M. G.G. et cinq autres personnes manifestaient calmement sur le trottoir, vêtus de t-shirts où l'on pouvait lire « NON A DEAL PITI-MAMA », tenant une banderole appelant à la restitution de terres d'État. Leur message visait un projet controversé : l'attribution d'un bail de 60 ans sur un terrain à Port-Louis, soupçonné de conflit d'intérêts.

Mais à peine avaient-ils eu le temps de se faire entendre que quatre individus ont surgi, les ont bousculés, arraché leur banderole, et l'ont déchirée, le tout accompagné d'insultes. Plainte déposée le jour même. Pourtant, ce n'est que trois mois plus tard, en décembre, que le dossier est transféré au Central CID. Depuis ? Aucune arrestation.

La police a bien enregistré les témoignages des plaignants et de quelques officiers présents. Mais dix mois après l'agression, l'enquête est toujours qualifiée de « en cours ». Et les auteurs, identifiés par le plaignant, circulent librement.

Excise Duty

Le gouvernement maintient la date limite du 30 juin

Lors de la séance parlementaire du 29 juillet 2025, Navin Ramgoolam a répondu à une question du député Quirin concernant les nouvelles taxes d'excise sur les véhicules, en vigueur depuis le 1er juillet 2025.

Il a rappelé que cette mesure, annoncée lors du Budget le 5 juin, est entrée en application dès le lendemain, avec une période transitoire allant jusqu'au 30 juin

2025. Durant cette période, les véhicules bénéficiant d'un permis d'importation ou déjà expédiés ou placés en entrepôt avant le 6 juin pouvaient encore être dédouanés aux anciens tarifs.

Le Premier ministre a indiqué que des représentations ont été faites par les associations de concessionnaires de véhicules neufs et d'occasion, réclamant un allongement de la période

transitoire. Des rencontres ont eu lieu, notamment le 25 juin entre des représentants de la Dealers in Imported Vehicles Association et le ministère des Finances. Plusieurs propositions ont été soumises à cette occasion.

Toutefois, le gouvernement a jugé qu'une extension du délai n'était pas souhaitable, soulignant que 6 703 véhicules — dont 4 093 neufs — ont été dédouanés durant les

25 jours de transition, soit plus de trois fois la moyenne mensuelle d'importation enregistrée en 2024. Cette hausse exceptionnelle a aussi eu un impact notable sur le déficit commercial et les réserves de devises.

Le Premier ministre a donc confirmé que la date limite du 30 juin 2025 reste inchangée et qu'aucune extension n'est envisagée.

Négligence médicale alléguée en juin 2024

Une patiente réclame plus de Rs 14 millions de dommages

Ce qui devait être une intervention de routine s'est transformé en un long calvaire pour une habitante de Pointe d'Esny et son époux. Tous deux ont saisi la Cour suprême pour demander réparation après ce qu'ils estiment être un grave cas de négligence médicale dans une clinique privée. Ils réclament solidairement plus de Rs 14,3 millions à un gynécologue et à l'établissement de santé concerné.

L'affaire débute en juin 2024 lorsque Mme R., alors âgée de 36 ans, ressent de violentes douleurs abdominales. Après une première évaluation, une masse ovarienne est suspectée. L'intervention chirurgicale proposée par un spécialiste exerçant dans le secteur privé est réalisée à la mi-janvier 2025. Mais les suites opératoires tournent rapidement à la catastrophe.

Fièvre persistante, douleurs abdominales aiguës, incapacité à évacuer les selles... malgré des symptômes préoccupants, la patiente est renvoyée chez elle sans examens approfondis. Son état se dégrade



brutalement et, faute de pouvoir joindre le médecin qui l'a opérée, elle est transférée en urgence à un autre hôpital privé.

Le diagnostic tombe : perforation du côlon, péritonite, choc septique. Elle subit une deuxième opération d'urgence pour tenter de sauver sa vie. Une colostomie est pratiquée, suivie d'un long séjour en soins intensifs. Quelques semaines plus tard, une troisième intervention est nécessaire pour drainer un abcès post-opératoire. Aujourd'hui encore, la patiente est dépendante de soins quotidiens, vit avec une poche de colostomie, souffre de douleurs chroniques et d'une perte totale

d'autonomie.

Selon le couple, la faute incombe au chirurgien qui aurait, lors de la première opération, causé des dommages internes graves et manqué de réactivité face aux complications postopératoires. Ils affirment également que le praticien aurait tenté de les dissuader de révéler cette erreur, exprimant sa crainte d'éventuelles sanctions professionnelles.

Le préjudice est non seulement physique, mais aussi moral et financier. Le conjoint, qui est travailleur indépendant, a dû suspendre ses activités pour prodiguer des soins à son épouse. Le couple dit avoir tout perdu : autonomie, intimité, revenus... et se retrouve aujourd'hui dans l'incapacité de financer une quatrième opération visant à restaurer le transit intestinal.

Les plaignants demandent également que le Medical Council prenne des mesures disciplinaires à l'encontre du praticien. L'affaire sera examinée prochainement devant la Cour suprême.

Air Mauritius rassure

Tout est mis en oeuvre pour rétablir les services

Air Mauritius fait face à d'importantes perturbations de ses vols depuis le 1er août, en raison de l'immobilisation simultanée de plusieurs avions. La compagnie ne dispose actuellement que de trois Airbus A350 pour assurer ses liaisons, après que deux appareils long-courriers — un A330neo à La Réunion et un A330-200 à Mumbai — ont été cloués au sol.

À cela s'ajoute l'indisponibilité d'un ATR 72-500 affecté à la desserte de Rodrigues, qui ne peut plus être assurée que par les deux autres ATR restants dans la flotte.

Cette situation exceptionnelle a entraîné l'annulation ou le report de plusieurs vols, notamment vers Rodrigues, La Réunion, Mumbai, mais aussi vers des destinations long-



courriers comme Londres et Paris.

Une équipe technique a été envoyée d'urgence à La Réunion pour intervenir sur l'A330neo immobilisé. Les travaux devraient se poursuivre jusqu'au samedi 2 août à 2h du matin, avec l'objectif de remettre l'appareil en service au plus vite.

Air Mauritius précise dans un communiqué émis ce vendredi que tous les passagers impactés ont été pris en charge. Ceux devant se rendre à Rodrigues ont été redirigés vers leurs hôtels ou leurs domiciles, dans l'attente d'une reprise des vols. La compagnie assure être en

contact constant avec les autorités concernées, les hôtels partenaires et ses équipes sur le terrain afin de limiter au maximum les désagréments pour les voyageurs.

Les autres vols sont maintenus dans la mesure du possible, en fonction des avions encore opérationnels. La compagnie recommande à ses clients de consulter régulièrement son site web ou de se rapprocher de leur agence de voyages pour suivre l'évolution de la situation.

Air Mauritius affirme que tout est mis en oeuvre pour rétablir ses services dans les plus brefs délais.

Un des appareils remis en service

Bonne nouvelle pour les passagers: l'Airbus A330neo (immatriculé 3B-NBU), immobilisé depuis le 1er août à La Réunion, a été réparé. L'intervention de l'équipe technique envoyée sur place a permis de résoudre la panne vers 3h du matin ce 2 août. Après le repos réglementaire de l'équipage, l'appareil a repris la route de Maurice à la mi-journée.

Ce même avion a effectué deux rotations dans la journée de samedi entre Maurice et La Réunion, permettant d'acheminer environ 400 passagers, y compris ceux dont les vols avaient été annulés la veille.

Du côté de Mumbai, l'intervention sur l'A330-200 (3B-NCL) se poursuit. Une pièce de rechange a été expédiée samedi matin à bord d'un vol de la compagnie Vistara.

Air Mauritius a présenté ses excuses aux passagers affectés et a assuré qu'elle continuera de communiquer sur l'évolution des opérations en temps réel.

Lutte contre les drogues synthétiques

La NADC intensifie ses efforts pour protéger la jeunesse mauricienne

La prolifération des drogues synthétiques à Maurice suscite une vive inquiétude. Pour y faire face, la *National Agency for Drug Control* (NADC) a organisé, ce jeudi 1er août 2025, un workshop d'une journée au Gold Crest Hotel à Quatre-Bornes. Objectif : dresser un état des lieux de la situation actuelle et définir une feuille de route nationale afin de lutter efficacement contre ce fléau grandissant.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par l'intervention de Kan Oye Fong Weng-Poorun, *Secretary for Home Affairs* au bureau du Premier ministre. Elle a lancé un appel fort à une mobilisation collective face à ce phénomène qui, selon elle, menace directement la jeunesse, le tissu social et le système de santé du pays. « *Les drogues synthétiques, peu coûteuses et difficiles à détecter, se répandent rapidement à travers Maurice, en particulier via les plateformes en ligne et les routes maritimes. Il est impératif d'agir avec urgence et détermination* », a-t-elle souligné. Elle a rappelé que la lutte contre la drogue figure parmi les priorités du *Government Programme 2025-2029*.



Kan Oye Fong Weng-Poorun a insisté sur le fait que la répression, bien que nécessaire, ne peut à elle seule endiguer le phénomène. Elle a ainsi plaidé pour une approche intégrée impliquant les forces de l'ordre, les services de santé, les ONG, les acteurs communautaires, et les partenaires internationaux, notamment les Nations unies et l'UNODC, qui accompagnent Maurice avec leur expertise technique.

Le président de la NADC, Samiullah Lauthan, a, de son côté, souligné la complexité du problème : « *Aucun pays n'a encore réussi à éliminer complètement les drogues synthétiques, malgré des législations sévères.* » Il a présenté les axes d'intervention de la NADC, qui s'appuiera sur des divisions spécialisées en recherche, prévention primaire, traitement, réduction des risques et contrôle de l'offre. Il a aussi évoqué un renforcement des actions en

milieu carcéral afin de réduire les rechutes et rompre le cycle de récidive.

Mithulina Chatterjee, cheffe du bureau de coordination des Nations unies pour Maurice et les Seychelles, a mis en garde contre la présence de substances particulièrement dangereuses comme les nitazines, déjà détectées dans le pays. Elle a insisté sur la nécessité d'un meilleur système d'alerte précoce, d'un renforcement de la coordination entre les secteurs, et d'une réponse centrée sur l'humain, axée sur la prévention chez les jeunes, l'accès aux traitements et la réduction de la stigmatisation.

Alors que le phénomène prend de l'ampleur, les acteurs présents ont unanimement reconnu que seule une stratégie nationale fondée sur la science, la solidarité et l'engagement communautaire permettra de préserver l'avenir des jeunes Mauriciens face à cette menace insidieuse.

Incidents à la prison de Melrose

Les auditions se poursuivent

Deux semaines après les événements survenus à la prison de haute sécurité de Melrose, l'enquête conduite par la *National Human Rights Commission* (NHRC) se poursuit activement. Son *Fact Finding Committee*, mis en place pour faire toute la lumière sur cette affaire, a entamé un cycle d'auditions qui s'annonce déterminant.

Les premières dépositions, recueillies mardi 29 et mercredi 30 juillet auprès de membres du personnel pénitentiaire, ont permis d'ouvrir le volet opérationnel de l'enquête. Dès la semaine prochaine, le comité entendra à son siège à Ebène l'officier en charge de la prison le 17 juillet, jour des incidents. Une étape jugée clé, tant le rôle de la hiérarchie ce jour-là pourrait révéler des éléments cruciaux.

Dans un second temps, le comité prévoit de se déplacer au sein de l'établissement pénitentiaire pour entendre plusieurs détenus impliqués. Leurs témoignages sont attendus comme un contrepoint indispensable à ceux des autorités pénitentiaires. Le personnel médical, présent sur les lieux lors des événements, sera également auditionné afin de recueillir des éclairages sur la gestion sanitaire et les éventuelles blessures constatées.

Les images issues des caméras de surveillance, récupérées et sécurisées par la *National Preventive Mechanism Division* (NPM) de la NHRC, constituent une pièce essentielle de l'enquête. Leur analyse est en cours afin de reconstituer avec précision le déroulement des faits.

La NHRC a d'ores et déjà annoncé qu'elle tiendra le public informé de l'évolution de ses travaux. L'enquête débouchera sur un rapport assorti de recommandations, qui sera transmis aux autorités compétentes.

Port du hijab au travail

Le Sunniy 'Ulamâ and Aïmmah Council interpelle les autorités

Le *Sunniy 'Ulamâ and Aïmmah Council* (SUAC) a adressé deux courriers distincts, datés du 31 juillet 2025, à l'Attorney General Gavin Glover et au ministre du Travail Reza Uteem, concernant le licenciement de deux employées musulmanes par le cabinet d'avocats ENS Africa. Ces lettres expriment l'inquiétude de la communauté musulmane face à ce qu'elle considère comme une atteinte à la liberté religieuse.

Dans sa correspondance au ministre du Travail, le Conseil salue le fait que le gouvernement ait exprimé sa préoccupation lors du Conseil

des ministres du 25 juillet. Il appelle toutefois à des actions concrètes : une révision approfondie des règlements internes des entreprises privées, afin d'éliminer toute disposition restreignant la liberté religieuse, ainsi que des sanctions contre ENS Africa pour ce qu'il qualifie d'actions « illégales ».

Parallèlement, dans sa lettre à l'Attorney General, le Conseil insiste sur la nécessité de revoir les lois du travail et d'y apporter les amendements nécessaires pour garantir que plus aucun salarié ne soit renvoyé en raison de ses convictions religieuses.

Conseil des ministres du 25 juillet : Un signal fort en faveur de la liberté religieuse

Pour rappel, lors du Conseil des ministres du vendredi 25 juillet, le gouvernement a exprimé sa vive préoccupation face au licenciement des deux employées voilées et a annoncé avoir saisi l'Employment Relations Tribunal. Il envisage également des amendements législatifs pour prévenir de telles discriminations à l'avenir. Une prise de position claire qui réaffirme l'attachement du gouvernement aux principes de liberté religieuse et d'inclusion.

Transparence demandée autour du don saoudien

Dans un autre courrier adressé cette fois au ministre des Affaires étrangères, Rithish Ramful, le 21 juillet 2025, le SUAC exprime sa satisfaction après l'approbation, par le Conseil des ministres, d'un protocole d'accord (MoU) avec l'Arabie saoudite concernant un don de \$ 6 millions. Il recommande que le MoU précise clairement que les fonds sont destinés aux « *organismes religieux musulmans* » et qu'ils soient versés au *WAQF Board*, l'organisme légal chargé de l'enregistrement des mosquées à Maurice. Il insiste également pour que l'accord soit rendu public dans un souci de transparence. Le Conseil remercie enfin le ministre Ramful et le Premier ministre pour avoir facilité cette initiative.

Solidarité en action

Mauritius Telecom offre 20 fauteuils roulants à l'hôpital de Flacq

Mauritius Telecom, à travers sa fondation, la Mauritius Telecom Foundation (MTF), a offert une vingtaine de fauteuils roulants à l'hôpital de Flacq. La remise officielle de ce don a eu lieu ce mercredi 30 juillet en présence du ministre de la Santé et du Bien-être, Anil Baichoo.

Le Chairman de Mauritius Telecom, Sarat Lallah, a procédé à la remise des fauteuils roulants. Plusieurs personnalités étaient présentes pour l'occasion, dont le député Avinash Ramkhelawon, le Dr Vishwas Mohabeer, Director Health Services, et le Dr Sookmanee, Acting Regional Health Director de l'hôpital.

Ce don s'inscrit dans le cadre de l'engagement social de Mauritius Telecom, qui œuvre à améliorer l'accès à la santé, la mobilité et le bien-être de la population.



L'initiative vise à faciliter les déplacements des patients à l'intérieur de l'établissement hospitalier, contribuant à une prise en charge plus efficace et plus humaine.

Le ministre Bachoo a salué la contribution de Mauritius Telecom, ajoutant que

ce don témoigne d'un engagement en faveur de la responsabilité sociale dans la création d'un avenir plus sain et plus équitable. « Le soutien continu de Mauritius Telecom reflète sa volonté d'améliorer les conditions de vie par une action sociale significative », a-t-il ajouté.

Pour sa part, Sarat Lallah a rappelé que la MTF, depuis sa création en 2009, a été un moteur du développement inclusif et de la transformation sociale grâce à des investissements ciblés dans l'éducation, la santé, l'environnement et l'autonomisation numérique. À propos du prochain projet de loi de finances, il a indiqué que les entreprises seront autorisées à consacrer 50 % de leurs fonds à des activités de RSE, contre 25 % les années précédentes.

Libre Expression**La nécessité d'une nouvelle pensée islamique**

Si nous étudions l'histoire de l'Islam, nous verrons que la période des Khulafa-e-Rashidin (les califes bien guidés) a été marquée par une vaste extension des territoires à mesure que les peuples opprimés accueillaient avec soulagement les armées musulmanes venues les délivrer. Très vite, les peuplades autochtones de ces territoires ont embrassé l'Islam, et ceux qui ont choisi de garder leur religion, notamment les chrétiens et les juifs, vivaient tous en sécurité dans l'empire islamique. Ensuite, ce fut l'âge d'or de l'Islam, avec des universités de pointe à Bagdad, Séville, Cordoue, Al-Azhar et tant d'autres. À cette époque, la Oummah a produit les plus grands scientifiques, les plus grands penseurs et savants, et la communauté rayonnait dans tous les domaines possibles. Grâce à cette intelligentsia et à l'invention du papier, les connaissances ont pu se propager vers l'Europe, et c'est ainsi qu'est née la Renaissance occidentale, largement influencée par les savoirs des musulmans.

Toutefois, il est quand même assez surprenant de noter qu'à mesure que l'Europe accumulait des connaissances et colonisait le monde, les pays musulmans

semblaient connaître une déchéance, surtout au niveau intellectuel. Certes, il y eut évidemment ici et là de grands savants musulmans qui ont rayonné aux XVIIIe, XIXe et XXe siècles de l'ère chrétienne, mais la gloire d'antan n'a jamais pu revenir. Aujourd'hui, la Oummah compte environ 2 milliards d'individus et une cinquantaine d'États ayant à leur tête un dirigeant musulman, mais nous sommes impuissants à défendre les plus vulnérables parmi les croyants. Il semblerait que ceux qui, de tout temps, ont voulu étouffer l'Islam et l'empêcher de progresser dans le monde entier aient adopté comme stratégie de bloquer l'accès aux plus hautes sphères de l'éducation aux plus brillants cerveaux de cette communauté. Par exemple, on sait très bien que les étudiants musulmans qui veulent étudier la physique nucléaire sont systématiquement surveillés de peur qu'ils puissent éventuellement produire une bombe atomique. Parfois, on leur interdit carrément l'accès à certaines facultés sans raisons valables.

Mais les temps changent. De plus en plus, certains pays musulmans ont compris qu'ils ne doivent pas se fier aux autres pour sortir du

marasme dans lequel ils se trouvent. Dans certains pays musulmans aujourd'hui, il y a de nombreux jeunes qui ambitionnent de révolutionner le monde en poursuivant des études très avancées dans différents domaines. Et parmi eux, de nombreuses femmes musulmanes aspirent aux plus hautes fonctions et professions en se consacrant aux études les plus avancées. C'est un bon signe et cela donne espoir.

Mais aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin d'un sursaut au niveau de la pensée islamique. Le Dr Muhammad Iqbal a été une lumière du XXe siècle. Sa pensée et son courage en ont fait réfléchir plus d'un. Son message résonne toujours dans notre tête même après tant de décennies. Aujourd'hui, nous avons besoin de penseurs de sa trempe, ayant la capacité de voir cent ans en avance et surtout des savants qui réfléchissent hors des sentiers battus. Il nous faut des Ulémas de la carrure de Maulana Shah Muhammad Abdul Aleem Siddiqui (R.A), capables de vivre avec leur époque tout en restant fidèles au message universel et intemporel du Saint Qur'aan. Dans le monde d'aujourd'hui, il y a un grand besoin de penseurs musulmans qui aient une

boussole capable d'orienter les gens vers le succès ici-bas et éventuellement vers le Paradis, tout en évitant les différents crevasses qui sont sur la route.

Le savant islamique moderne doit non seulement acquérir les sciences religieuses du Tafseer, des Hadiths, du Fiqh (Jurisprudence), etc., mais aussi être familier avec les enjeux sociaux, économiques, politiques et environnementaux. Une nouvelle pensée islamique doit se reposer sur un cadre spirituel basé sur les valeurs islamiques, mais capable d'appréhender les défis de la vie moderne en étant équilibré entre l'esprit et la matière, entre le monde temporel et l'Au-delà.

Aucune nation ne peut avancer s'il n'y a pas en son sein des penseurs capables d'analyser les problématiques auxquelles nous avons à faire face et proposer des solutions qui soient en conformité avec le Qur'aan et la Sunnah. Plus la Oummah sera éduquée et intelligente, plus vite nous retrouverons l'âge d'or de l'Islam. Les siècles à venir appartiennent à l'Islam. À nous de nous préparer dès maintenant et d'écrire les pages glorieuses de notre histoire.

■ **Abdus Saboor Mohamed Saleh**

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

We must stop this genocide and reach peace for Gaza

1. AIM: WE MUST STOP THIS GENOCIDE AND REACH PEACE FOR GAZA

2. **THE REALITY: A MONSTROUS GENOCIDE** is currently happening on this Earth, in GAZA. The perpetrators, Israel, will not stop the destruction and killing and no one else so far has intervened strongly enough to stop it.

3. **INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE RULING:** There was a great step for humanity: the **INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE (ICJ)** has ruled for South Africa, condemning Israel to take all steps to stop and prevent genocide in Gaza. The ruling does not have binding effects, Israel did nothing, ignored the ruling, making it an illegal, unlawful State.

4. **THE FACTS: 57,000 people murdered by Israel since October 2023.** Israel is attempting the genocide of the Palestinian people in Gaza by destroying most schools, most hospitals, most housing, most roads, most production systems, and attempting to starve the population of Gaza/Palestine. The final act in their Final Solution is to occupy the entire Gaza area and, as has started, move all people to homelessness, hunger and eventual death. This action of Israel constitutes a war crime and genocide. It is a monstrous genocide of human beings for baseless political reasons, carried out with guns and missiles mainly provided by the USA. Condemn this genocide! By remaining silent States, their PM and Governments are guilty of complicity. (Or by beating about the bush like US President Trump does)

About 1,500 Israelis were killed during the same period, with 50 hostages still held by Hamas and around 1,000 Palestinian political prisoners in Israeli jails.

5. **GENOCIDE:** The world has known a few genocides, of Tutsis in Rwanda, of 6 million Jews by the Nazis, of native Americans to name but a few. Humanity, the human civilization of this 21st century, cannot just continue to sit and witness this present genocide of a people. Genocide, you remember, means elimination of a people, a civilization, a country, by one or more murderous groups. I personally remember the worst sentence I ever heard, namely the call by one of the Hutu leaders on *Radio Mille Collines* in Kigali in 1992, urging their people to go to all villages to kill Tutsis, "n'oublier pas les femmes et les enfants."

Since October 2023, 60% of those killed by Israel in the violence in Gaza are women and children. The marks of genocide by Israel on the population of Gaza: Since October 2023, 60% of those killed in the violence are women and children, and there are over one million children in dire need nutritionally. These include 2-year-old babies, all labelled by the Israeli army as "terrorists." Children bear a disproportionate burden of the crisis. Beyond the immediate physical dangers, the psychological trauma of constant displacement, loss of family members, and disrupted education can create lasting impacts that will affect an entire generation.

Over 90% of homes in Gaza have been damaged or destroyed, leaving most Palestinians without a permanent and safe place to live. People are seeking refuge in tents or makeshift shelters that fail to provide safety or dignity and are continually (purposefully) moved by the Israeli army.

Civilians injured in the conflict and those suffering from everyday health problems are increasingly unable to access basic care. More than half of Gaza's 36 hospitals are only partially functional—and they're understaffed, lacking proper medical supplies, and overwhelmed with patients.

With the use of food distribution as a "weapon," the daily killing amounts to 30, 50, 70 deaths.



With the end of June Israeli order to evacuate part of North Gaza, the genocide continues. (The well-rehearsed method used by Hitler: move people from this house/home and oblige them to move, gathered into specific areas, camps. Then came the gas chambers and extermination.)

Perpetrated by the state of Israel, largely with American weapons supplied free to them or purchased by Israel with American money (14 billion US dollars given to Israel by the USA in 2024).

The 1941 Final Solution was a plan orchestrated by Nazi Germany during World War II to eliminate all Jews. The 2022-25 Final Solution is a plan orchestrated by Israel. In both cases, the final aim is the elimination, by murder or starvation, of an entire population (the Jews in Hitler's plan, the Palestinians in Netanyahu's plan).

6. IMMEDIATE ACTION IS NECESSARY. We all must act to stop this present pogrom of Palestinian in Gaza, NOW! Already 57,000 people have been murdered.

So, we invite, we urge the governments of all states of the world, all 191 countries, all member of the united nations must now issue a warning to the state of Israel for

- AN IMMEDIATE CEASEFIRE
- THE FREE FLOW OF FOOD AND MEDICAL AID INTO GAZA
- GRADUAL RETREAT OF ISRAELI TROOPS (after action required from Hamas are fully completed)
- With external aid the reconstruction of Gaza: its habitats, roads, hospitals, schools, production system, trade and policing.
- Clean drinking water through water trucking.
- Urgent re-upgrade of all hospitals, sanitation, and hygiene services—including building emergency latrines
- Direct cash assistance to help families meet their urgent needs.
- FROM HAMAS SIDE: THE IMMEDIATE RELEASE OF ALL HOSTAGES HELD as well as return if any of bodies of those who died in custody. The formal replacement of the name and constitution of HAMAS as an organization by the PPP (*Palestine Peoples Party*) or alternative appellation with as main organizational objective the governance and development of independent Gaza and Palestine. With the same membership and responsibilities such as that of the Ministry of Health etc.

All 191 countries to now issue a warning to the state of Israel for an immediate ceasefire in Gaza and other necessary actions. (With a warning of complete isolation, trade, and communication sanctions to Israel if it does not act now.)

Strong and coordinated action from all states to block off Israel (financially, air and sea communications, export and import, banking, supply of all weapons or part thereof, etc. with the message that Israel does the following now (*these embargoes would be lifted as soon as the required actions are started and completed*).

An equally definite warning to the Hamas of Gaza for an immediate release of all hostages and other complete ceasefire action.

Calling for a UN General Assembly resolution for Israel, its Prime Minister Netanyahu, and government to be sued for war crimes if, let's say by 4th of August 2025, all above are not achieved.

As indeed the world would have done to Hitler in 1945 i.e. capture and sue him for war crimes (as was done for his main lieutenants and to Mussolini) had Hitler not ended his own life.

The two-state solution is the proposed long-term approach to permanently resolving the Israeli Palestinian conflict, by creating two states on the territory of the former Mandatory Palestine, details to be worked out with, for instance, ASSISTANCE from the UN, USA, EU, the Arab States India and China.

7. Some additional consideration for achieving peace in Gaza

Apart from actions required from Israel and form Hamas, as detailed above, the international community and un can set up a Palestine reconstruction fund (prf), perhaps based in Saudi Arabia or Doha for the reconstruction of Palestine, including a link road between Gaza and the west bank, the return of all Israeli colons from the west bank to that part of the west bank given to Israel as balance for the land used for the new road from Gaza to west bank.

Plus, developments *such* as a new airport (let's say in the west bank) and a new seaport in Gaza. as well as developments (reconstruction of roads, houses, building of hotels and resorts on the Gaza sea-strip as a sort of new Gaza Riviera etc. which will both give work to people and upgrade Gaza. gradual and assisted opening of all schools, universities, production farms, commerce etc.

Additionally: Israel and Gaza can build a road for free travel from Gaza to the West Bank. The loss of land to be compensated by giving an equal area of West Bank land to Israel, as well as the return of all settlers in the West Bank back to Israel.

8. THE PM OF ISRAEL, BENJAMIN NETANYAHU

If you had to forecast which leader of any of the 194 countries of the world could be the new 21st century HITLER, would you have thought of the Jewish leader of Israel?

A few months after Hitler formally declared the Shoah (Holocaust), the arrest and putting to death of all Jews, several leaders and others in Germany realising the depth of the incoming genocide, voiced (or out of fear did not voice) their objections. Nothing doing, Hitler and other Nazi leaders pursued their elimination policy.

Brazil's president, Lula da Silva, speaking at the 37th African Union Summit compared Israel's actions in the war against Hamas to the Holocaust, in which Nazis killed six million Jews. "What is happening in the Gaza Strip with the Palestinian people has no parallel in other historical moments," but "it did exist when Hitler decided to kill the Jews." The UN Security council, the ICJ, the EU, Egypt and other Arab states voiced their concern about a possible coming genocide of the people of Gaza by Israel. After almost 30,000 deaths. Nothing doing, Netanyahu and other Israeli leaders pursue their elimination policy.

Hitler gave as reason the need for more space for his people (*Lebensraum*). Israel specifically wants the West bank, East Jerusalem and Gaza. If necessary, by first destroying all housing infrastructure, hospitals, schools, water, and food supplies, thereby starting the elimination of the people of Gaza, men, woman and children.

Netanyahu: "Humanitarianism is the expression of stupidity and cowardice"; "Success is the sole earthly judge of right and wrong"; "When we have won the war, who will question our methods?"

9. THE STRUGGLE FOR INDEPENDENCE.

The continued non-recognition of Palestine by Israel, its people living under siege for the last 50 years. The 'imprisonment' of the Palestinian people till today, denied return to their land, denied the 2-state solution one being an independent Palestine. Israel cites the condemnable 7th October attack by Hamas which killed 1,200 innocent Israelis. Like Hitler cited the takeover of the German economy by the Jews for him to continue eliminating all Jews, from 1940 to 1945, till 6 million of them were criminally killed.

Many human groups have in the past launched a struggle (in some cases a war) for their liberation and the establishment of an independent country. For example, the American war of independence against the British. In India, the struggles for independence from Britain was led by Gandhi and Nehru. In the 20th century, African independence movements were witnessed, as a wave of struggles for independence from European/colonialist rule. For example Kenya, led by Jomo Kenyatta, Algeria for its liberation from France, Mozambique and Angola for liberation from Portuguese rule, Malagasy nationalists revolt against the French as from March 1947, Eritrea from being an Italian colony from 1890 to 1941, then having to struggle against domination by Ethiopia, Namibia against German rule, South Africa led by Nelson Mandela against internal apartheid rule - AND SO MANY OTHERS.

Now, let us-let the world-recognise the ongoing struggle /war of the Palestinians people for their land, freedom and independence from Israeli control and rule. Side by side with the peaceful existence of Israel free from attacks. Including the rights of the 700,000 Palestinians now living in foreign countries, a figure not far from the total number of Jewish immigrants of 482,900 who came and created the state of Israel in 1948.

Dr Michael Atchia (Ex Programme Director, UNEP; Ex-President, Mauritius Academy of Science & Technology; D.Sc. University of Salford, Manchester)
mklatchia@intnet.mu

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Relance des courses hippiques

Un secteur emblématique en quête de renaissance

Le monde hippique renaît de ses cendres. Après plus de deux années de silence, le 'Mauritius Turf Club' (MTC) a signé son grand retour au Champ-de-Mars, hier samedi 2 août, en présence du Premier ministre, le Dr Navin Ramgoolam. La foule des grands jours était présente à l'occasion du coup d'envoi de cette nouvelle saison, témoignant de l'engouement que les courses représentent pour bon nombre de Mauriciens. Cette renaissance, rappelons-le, figurait parmi les promesses phares de l'Alliance du Changement durant la campagne électorale de 2024.

La journée d'essai organisée le samedi précédent avait déjà offert un avant-goût prometteur de ce qui attendait les amateurs de courses hier. Cette effervescence retrouvée, mêlant joie et nostalgie, témoigne de l'attachement profond de bon nombre de Mauriciens à la tradition hippique. Car il faut bien le dire, les courses hippiques représentent bien plus qu'un simple divertissement à Maurice. Ancrées dans l'histoire de l'île depuis l'époque coloniale, elles constituent un véritable patrimoine culturel et économique. Mais depuis 2021, ce patrimoine national a été méthodiquement affaibli, voire saboté, sous l'impulsion d'une politique politicienne qui a préféré la vengeance à la tradition.



Le 'Mauritius Turf Club' (MTC), fondé en 1812, est longtemps resté l'institution centrale des courses hippiques. Mais sous le gouvernement dirigé par le MSM, le MTC était devenu une cible. Accusations fiscales, retrait de permis, pressions administratives : tout semble avoir été mis en œuvre pour écarter le club historique. Loin d'être un hasard, cette mise à l'écart a coïncidait avec l'émergence d'un nouvel acteur : la 'People's Turf PLC' (PTP).

Celle-ci, dont le principal actionnaire était Jean Michel Lee Shim, un homme d'affaires proche de l'ancien régime et réputé pour être un bailleur de fonds du MSM, a été propulsée au centre de la scène hippique en 2022-2023. Elle s'était vue accorder le monopole de l'organisation des courses au Champ-de-Mars, sans la légitimité historique ni l'expertise du MTC.

Ce transfert brutal de pouvoir s'était vite révélé désastreux. Dotations divisées par deux, mauvaise organisation, journées annulées, courses sous la pluie sans dispositif adéquat,



entraîneurs mécontents, spectateurs absents : la saison 2023 sous la bannière de la PTP avait tourné à la farce. Loin de «moderniser» les courses, le projet les a vidées de leur substance. En 2024, la PTP a poursuivi tant bien que mal ses activités, mais sans convaincre. Elle a finalement jeté l'éponge pour 2025, désertant le Champ-de-Mars et laissant un sport à l'agonie.

Le MTC, maintenant de retour, aspire à restaurer les niveaux d'excellence qui ont fait la réputation internationale de l'hippisme mauricien. Cette ambition nécessite des investissements massifs dans les infrastructures, la

formation du personnel et l'acquisition de nouveaux chevaux de qualité. La saison 2025 devrait comprendre entre 20 et 25 journées de courses, un calendrier ambitieux qui témoigne de la volonté de renouer rapidement avec les standards précédents.

Au-delà de l'aspect culturel et social, la relance des courses hippiques représente un enjeu économique significatif. Le gouvernement mise sur cette relance pour redynamiser une partie de l'économie mauricienne, particulièrement dans un contexte où la diversification des activités économiques constitue une priorité.



Gorah Issac

Sport, prévention et solidarité au cœur du quartier

Le dimanche 27 juillet 2025, la Force Vive Gorah Issac et la Taleemul Islam Association ont organisé une journée sportive animée sur la rue Gorah Issac, avec le soutien de la Municipalité de Port-Louis, du ministère de la Jeunesse et des Sports, de la Police et de plusieurs partenaires.

Courses, tir à la corde, penaltys, animations pour enfants, activités réservées aux femmes : petits et grands ont participé avec enthousiasme. Trois démonstrations ont enrichi la journée : conseils de sécurité des pompiers sur l'usage des chauffe-eau à gaz, simulation d'accident avec le Roll Over Car Simulator pour sensibiliser à la sécurité routière, et une démonstration

de Mixed Martial Arts menée par Boolakee Mi'Raaj.

Les ministres Shakeel Mohamed et Aadil Ameer Meea, ainsi que le député

Ehsan Juman et le maire de Port-Louis, Aslam Hosenally, étaient présents. Une journée placée sous le signe du sport, de la prévention et de la cohésion communautaire.



Lamine Yamal célèbre ses premiers buts avec le numéro '10' :

"C'est un rêve"

Ravi de son doublé à Séoul, Lamine Yamal a souligné l'importance de continuer à marquer avec le maillot du FC Barcelone. Il a inauguré son compteur avec le numéro 10.



L'attaquant du FC Barcelone, Lamine Yamal, a déclaré, après avoir ouvert son compteur de buts avec le numéro 10, que «c'est un rêve de marquer avec ce maillot et ce numéro, si spécial». L'ailier 'blaugrana' a inscrit un doublé ce jeudi lors de la large victoire de son équipe face à Séoul (3-7), dans un Stade siège de la Coupe du Monde de la capitale sud-coréenne bondé de supporters du Barça.

À cette occasion, Lamine Yamal a tenu à remercier les supporters qui soutiennent toujours l'équipe partout où elle va, comme lors du match amical de jeudi dernier au Japon contre le Vissel Kobe : «Merci beaucoup pour votre soutien. Nous espérons une saison pleine de succès et avec de nombreux titres». L'ailier du FC Barcelone a disputé l'intégralité de la première mi-temps. Il a été impliqué lors du premier but de Lewandowski, avec sa frappe sur le poteau, et a inscrit les deux autres réalisations 'blaugranas' en première période.



Chelsea : Garnacho de nouveau dans le viseur, négociations avancées pour Xavi Simons

Selon Fabrizio Romano, Chelsea avance dans les négociations avec le RB Leipzig pour Xavi Simons, un accord presque finalisé. Le journaliste italien a également indiqué que les Blues ont renouvelé leur intérêt pour Alejandro Garnacho.

Aurolé de son triomphe en Coupe du monde des clubs, Chelsea maintient une politique de recrutement active sur le marché des transferts. Après avoir déjà réalisé sept signatures lors de ce mercato, le club londonien prévoit d'autres arrivées, avec Xavi Simons et Alejandro Garnacho tous deux dans son

viseur, selon Fabrizio Romano. S'adressant à 'DAZN', le journaliste italien a déclaré que la priorité des Blues est de recruter l'international néerlandais. Les négociations sont à un stade avancé avec le milieu offensif, l'informateur suggérant une probabilité de 70% que le transfert se concrétise.

Il y a quelques jours, Nicolo Schirà rapportait les détails de l'opération, l'évaluant à 70 millions d'euros avec un contrat pour Xavi Simons jusqu'en 2032 ; incluant une option de prolongation d'une année supplémentaire (2033). Selon Fabrizio Romano, le

seul obstacle potentiel à la conclusion de l'accord réside dans la capacité de Chelsea à se séparer de certains joueurs. Quant à Alejandro Garnacho, l'Argentin qui a perdu sa place dans l'équipe de Manchester United sous les ordres de Ruben Amorim, est surveillé par Chelsea qui pourrait passer à l'action plus tard durant le mercato. Le journaliste italien a rappelé qu'il y avait eu des contacts en janvier, mais l'international argentin avait préféré rester à Old Trafford. Il souhaite rester en Premier League, c'est pourquoi il a décliné les offres en provenance d'Arabie Saoudite.

Le top 10 des transferts les plus chers de l'été 2025



Le top 10 des principaux mouvements mercato qui ont généré le plus d'argent.

10. Mohammed Kudus (Tottenham) : 63.8 millions d'euros
9. Jamie Gittens (Chelsea) : 64.3 millions d'euros
8. Viktor Gyökeres (Arsenal) : 65.8 millions d'euros
7. Mateo Retegui (Al-Qadsiah) : 68.25 millions d'euros
6. Martín Zubimendi (Arsenal) : 70 millions d'euros
5. Luis Díaz (Bayern Munich) : 70 millions d'euros
4. Matheus Cunha (Manchester United) : 74.2 millions d'euros
3. Bryan Mbeumo (Manchester United) : 75 millions d'euros
2. Hugo Ekitiké (Liverpool) : 95 millions d'euros
1. Florian Wirtz (Liverpool) : 125 millions d'euros



Liverpool a progressé dans les négociations avec Alexander Isak, et aurait trouvé un accord verbal avec le joueur jusqu'en 2031. Le club du Merseyside doit maintenant s'entendre sur une indemnité de transfert avec Newcastle, qui réclamerait 170 millions de livres sterling pour le Suédois.

Le feuilleton Alexander Isak touche à sa fin. L'attaquant suédois, l'un des joueurs les plus convoités du marché, aurait trouvé un accord verbal avec Liverpool jusqu'en 2031, selon 'Sky Sport Germany'. Les Reds ont accéléré les négociations avec le joueur et n'ont plus qu'à finaliser un accord de transfert avec Newcastle. Cependant, la tâche ne sera pas aisée, car les Magpies exigent la somme conséquente de

170 millions de livres sterling pour l'attaquant scandinave. Le club du Merseyside devrait faire une offre d'environ 115 millions de livres sterling dans les prochains jours, un chiffre significativement inférieur à l'estimation de Newcastle.

Alexander Isak possède de nombreuses qualités qui feraient de lui un joueur parfait pour Liverpool, notamment sa capacité à évoluer efficacement à l'intérieur et à l'extérieur de la surface de réparation. Les Reds restent déterminés à constituer une équipe très compétitive pour la saison 2025-26. Jusqu'à présent, l'équipe d'Arne Slot a déjà réalisé six recrutés lors de ce mercato, dépensant plus de 300 millions de livres sterling : Frimpong (40 millions de livres sterling), Ármín Pécsei (1,8 million de livres sterling), Florian Wirtz (125 millions de livres sterling), Milos Kerkez (46,9 millions de livres sterling), Woodmann (libre) et Hugo Ekitiké (95 millions de livres sterling).

Barcelone annonce un partenariat stratégique avec la République Démocratique du Congo



Barcelona a annoncé un partenariat stratégique de quatre ans avec le gouvernement de la République Démocratique du Congo pour stimuler l'innovation sportive et promouvoir les échanges culturels. Toutes les équipes professionnelles du Barça porteront la devise «R.D. Congo - Coeur d'Afrique» sur leurs maillots d'entraînement jusqu'en 2029.

Le FC Barcelona a annoncé un accord stratégique avec le gouvernement de la République Démocratique du Congo afin de promouvoir le développement sportif et culturel dans le pays africain. La collaboration durera quatre saisons. «Le FC Barcelona et le gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC) ont annoncé un partenariat stratégique de quatre ans dans le but de promouvoir le football et la culture du sport et de la paix.»

L'objectif principal est de promouvoir le sport multi-structuré et de transmettre l'écosystème de valeurs du Barça aux nouvelles générations de jeunes athlètes congolais. L'une des pierres angulaires de l'accord sera la mise en œuvre, par le biais des Barça Academies, d'activités sportives pour les enfants dans des disciplines telles que le football, le basket-ball, le handball, le futsal et le rink hockey. En outre, le Barça Innovation Hub développera des programmes de formation pour les entraîneurs de la région, en donnant la priorité à la formation technique avancée et à l'intégration scientifique dans le domaine du sport. Dans le cadre de cette collaboration, toutes les équipes professionnelles du club porteront le slogan 'R.D. Congo - Coeur d'Afrique' au dos de leurs maillots d'entraînement jusqu'à la saison 2028/29.

Le même accord prévoit la création de la "Maison de la RDC" dans les futures installations de l'Espai Barça au Spotify Camp Nou. Ce projet consistera en une exposition interactive qui présentera la diversité culturelle congolaise et la tradition sportive aux millions de supporters et de visiteurs du stade.